

Données publiques ouvertes

L'ouverture des données publiques peut être un levier puissant de développement économique et social. Elle peut aussi être mise au service d'un renforcement de la gouvernance publique, puisqu'elle peut améliorer la conception des services publics grâce à une démarche axée sur le citoyen, renforcer l'efficacité du secteur public et favoriser l'intégrité et la responsabilité des acteurs publics. Assurer la disponibilité de données publiques ouvertes, leur accessibilité et leur réutilisation par les acteurs publics, privés et civiques permet aux pouvoirs publics de concevoir des politiques mieux étayées par des données probantes et plus inclusives ; de stimuler l'innovation à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur public ; et de donner aux citoyens les moyens de prendre des décisions plus éclairées.

L'indice OURdata (données publiques ouvertes, utiles et réutilisables) figure, avec les travaux analytiques de l'OCDE et ses examens des politiques nationales d'ouverture des données publiques, parmi les outils élaborés par l'Organisation pour aider ses pays Membres à favoriser l'ouverture des données publiques. Cet indice vise à donner une vue d'ensemble des forces et faiblesses relatives des pays au regard d'un certain nombre d'indicateurs, et à contribuer à la mise en évidence de pistes d'amélioration. Il mesure le degré de mise en œuvre des principes de la Charte internationale sur les données ouvertes à l'échelon central/fédéral, à partir d'un cadre élaboré par l'OCDE.

Trois grandes conclusions se dégagent de l'édition 2017 de l'indice OURdata.

En premier lieu, les pouvoirs publics n'ont pas ménagé leurs efforts pour favoriser la mise à disposition d'une grande quantité de données dans un format ouvert, gratuit et accessible ; à l'inverse, ils pourraient en faire davantage pour favoriser activement la réutilisation de ces données. La plupart des pays ont ainsi adopté une politique de données ouvertes « par défaut », qui prévoit que toutes les données publiques soient ouvertes, sauf si un motif légitime s'y oppose. En revanche, à l'échelon central/fédéral, on constate une grande diversité dans le niveau d'effort consenti pour favoriser la réutilisation des données à l'extérieur de la sphère publique (par des marathons de programmation et des manifestations de co-création, par exemple) comme à l'intérieur de cette sphère (par des séances de formation et d'information à l'intention des agents publics). De plus, peu de pays assurent un suivi de l'impact économique et social des données ouvertes, ou des incidences de l'ouverture des données sur les performances du secteur public.

En deuxième lieu, les données recueillies par l'OCDE semblent révéler des lacunes au niveau de la mise en œuvre dans un certain nombre de pays où des mesures ont été introduites très récemment, et notamment dans certains pays d'Europe orientale tels que la Lettonie, la République slovaque, la République tchèque et la Slovaquie. À l'inverse, des pays tels que la Corée, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, qui ont été parmi les premiers à lancer des politiques d'ouverture des données publiques, ont pu instaurer et mettre en œuvre un large éventail de mesures visant à favoriser la disponibilité, l'accessibilité et la réutilisation des données.

En troisième lieu, dans la majorité des pays de l'OCDE, les ministères sectoriels et les organismes publics consultent régulièrement les parties prenantes sur les types d'ensembles de données qui leur seraient utiles. En revanche, peu de pays ont créé un portail central/fédéral de données conçu comme un espace d'échange, de collaboration et de contribution participative et permettant aux utilisateurs de soumettre des données et de fournir un retour d'information sur la qualité et les limites des données publiques, dans une optique d'amélioration continue. Pourtant, il est important de permettre aux utilisateurs de faire entendre leur voix et de favoriser des espaces d'échange entre les entreprises, les organisations de la société civile et les acteurs publics afin de favoriser la réutilisation des données et de leur assurer plus d'impact.

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées d'une enquête de l'OCDE sur les données publiques ouvertes qui a été réalisée en novembre et décembre 2016. Les répondants étaient essentiellement des directeurs de systèmes d'information de pays de l'OCDE. Les réponses reflètent le point de vue des pays sur leurs pratiques et procédures actuelles concernant les données publiques ouvertes. Les données portent uniquement sur les administrations centrales/fédérales ; elles ne tiennent pas compte des pratiques en la matière à l'échelon local/des États fédérés. Le cadre de référence a évolué, puisque l'on est passé de la Charte du G8 pour l'ouverture des données publiques à la Charte internationale sur les données ouvertes ; par conséquent, les données de l'enquête 2017 ne peuvent être comparées aux données de l'enquête 2014.

L'indice composite est fondé sur les principes de la Charte internationale sur les données ouvertes et sur la méthodologie décrite dans les travaux de l'OCDE (Ubaldi, 2013). L'indice OURdata de l'OCDE contient 140 points de données.

Pour en savoir plus

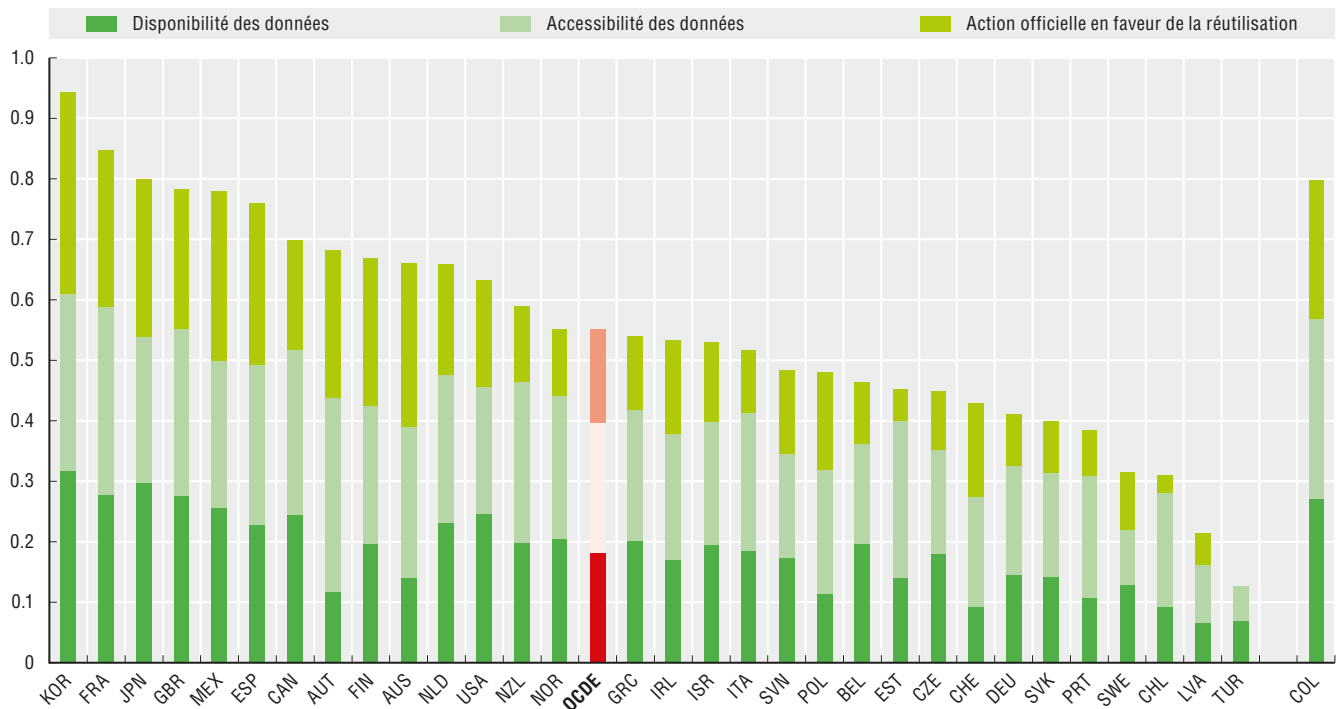
Ubaldi, B. (2013), « Open Government Data: Towards Empirical Analysis of Open Government Data Initiatives », *Documents de travail de l'OCDE sur la gouvernance publique*, n° 22, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/5k46bj4f03s7-en>.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks et dans l'annexe en ligne.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

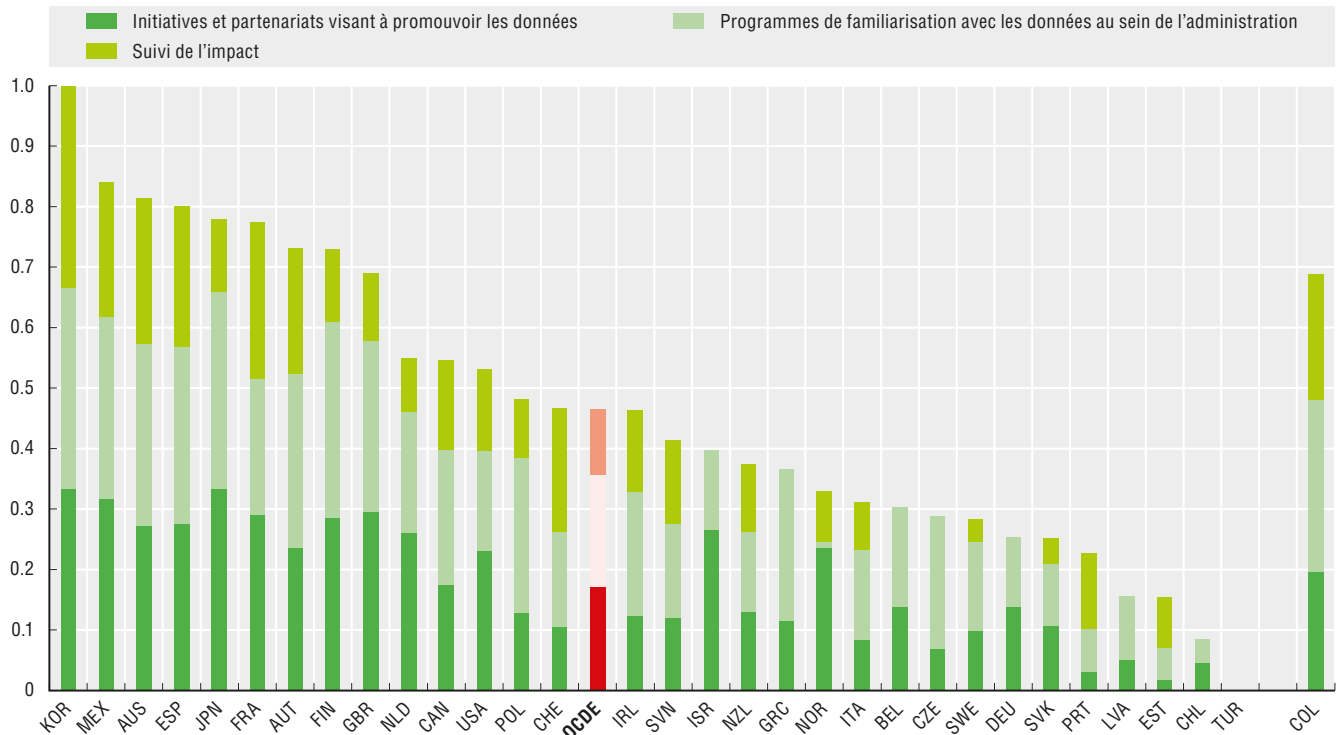
10.11. Indice OURdata sur les données publiques ouvertes, utiles et réutilisables (2017)



Source : Enquête de l'OCDE sur les données publiques ouvertes.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539781>

10.12. Indice OURdata : action officielle en faveur de la réutilisation (pilier 3) (2017)



Source : Enquête de l'OCDE sur les données publiques ouvertes

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933539800>



Extrait de :

Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Données publiques ouvertes », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-68-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.